

Conseil national du PCF – 23 novembre 2019

Rapport sur les élections municipales – Pierre Lacaze

Cher·e·s camarades,

Je souhaite dans le débat que nous mesurions collectivement le travail réalisé par l'ensemble des élus municipaux de notre parti qu'il soit président·e d'intercommunalité, maire, adjoint ou conseiller municipal dans la majorité ou l'opposition dans un mandat particulièrement difficile.

Je veux saluer les militants communistes élus, secrétaires de section et départementaux et autres responsables du Parti pour leur engagement dans la préparation des élections de 2020.

Nous l'avons affirmé dans les deux résolutions de la direction nationale en début d'année puis en juin, ces élections ont un caractère inédit à plusieurs niveaux.

Il y a l'enjeu global des municipales pour notre parti dans le cadre de sa représentation locale et nationale qui est majeure, conserver nos maires, nos élus et en conquérir sur tous les territoires. Il y a une attente dans le Parti pour marquer des points, pour une mise en avant des propositions communistes et de notre apport sur les enjeux municipaux.

Nous avons l'ambition de conserver ces élus outils essentiels de nos interventions et acteurs et actrices déterminants pour nos combats et ceux des populations comme pour le vécu de millions de nos concitoyens. Nous voulons renforcer le lien entre nos élus et le Parti lui-même, rendre visible l'apport de nos élus militants et militantes du Parti avec une responsabilité particulière. Lorsque nous aurons validé les chefs de file communistes dans les villes de plus de 20 000 habitants, nous aurons validé 40 % de cheffes de file, un pourcentage supérieur à celui des villes de 100 000 mais toujours insuffisant, et sur l'ensemble nous aurons désigné ces chefs de file dans 170 villes représentant 15 millions d'habitants. En février nous compléterons ces validations.

Ces élections ont lieu dans une recomposition à gauche inédite et dans le cadre d'une crise économique et démocratique majeure marquée par les enjeux écologiques où les questions sociales vont prendre une place importante.

C'est une élection pour nous inédite politiquement dans le rapport de force mais aussi dans le rapport aux politiques de nos concitoyens où même s'il reste l' élu auquel se réfère le plus nos concitoyens, l'image des maires et des élus municipaux se dégrade. Il y a à la fois une montée de l' abstention et une déconnexion de la vie publique et une montée des exigences démocratiques et sociales, le maire doit tout régler dans sa vie alors que les conditions de vie, de pouvoir d'achat se dégradent.

Nous défendons la commune comme pivot de la République, comme un lieu d'élaboration politique citoyenne avec près de 600 000 élus, dont la grande majorité sont issus de nos villages et villes moyennes. Avoir trop d'élus n'est pas un problème, c'est de ne plus en avoir et de déconnecter le lien élu-électeur qui est un problème. C'est aussi dans nos communes que se retrouve le formidable tissu associatif de notre pays. Cette question démocratique, de la place des citoyens et de l' élu, prend de l'importance notamment dans le rapport commune et intercommunalité..

En 25 ans le paysage communal est totalement bouleversé par la montée en puissance des intercommunalités, notamment dans la dernière période et avec la mise en place de métropoles. Et cela peut s'amplifier après 2020.

À l'occasion des prochaines élections locales de mars 2020, à l'exception du département du Rhône, nos concitoyens seront appelés pour la deuxième fois à élire directement leurs conseillers intercommunaux.

La grande majorité des Français (dans les villes de plus de 1 000 habitants) élisent désormais directement leurs conseillers intercommunaux : pour autant, comment apprécient-ils les enjeux électoraux de la commune ou de l'intercommunalité ?

En 2019, l'intercommunalité gère près de 50 milliards d'euros de budgets

- près d'un tiers du « bloc communal » (36 % de son investissement) ;
- 20 % des dépenses publiques locales (tous niveaux de collectivités confondus).

La France connaît une répartition en trois tiers, près de 23 millions de Français dans les communautés de communes, pareil pour les communautés d'agglomération et 20 millions pour les communautés urbaines et métropoles. Les transferts de compétences des dernières années, sous l'effet de la loi ou des décisions locales, accroissent la part de l'intercommunalité dans le financement des services publics et aménagements locaux ce qui a profité aux métropoles.

Avec le choix de l'exécutif Macron/Philippe de mise en place d'une contractualisation, imposée aux collectivités locales les plus importantes, dont le but est de réduire les services publics de proximité.

L'attachement des communistes aux communes, foyers de base de notre démocratie, lieux de l'engagement citoyen au service de la collectivité, favorisant dans la proximité les échanges et l'expression du pluralisme, a peu favorisé le travail théorique du Parti sur le phénomène de l'intercommunalité et notamment de la métropolisation, à laquelle nous nous sommes opposés à juste titre.

Au-delà des critiques justifiées que nous avons pu y apporter (remise en cause du principe constitutionnel de libre administration des communes et du principe de subsidiarité, éloignement des citoyens des lieux de la décision politique, recul démocratique...) il est aujourd'hui nécessaire, sur tous les territoires, de préparer ensemble l'élection municipale et le niveau intercommunal. Nous voulons des élus à tous les niveaux. Trop souvent nous négligeons ce niveau de l'intercommunalité. Il me semble que nous avons beaucoup progressé mais cela doit se confirmer dans les listes avec le fléchage de nos candidats-e-s et les discussions sur les responsabilités.

Nous pensons qu'il faut refonder l'intercommunalité qui n'aurait jamais dû s'éloigner de son objectif d'être un outil de coopération entre les mains des communes et non des outils d'intégration forcée visant à faire disparaître les communes.

La dissociation entre les espaces de représentation politique et de délibération, situés au niveau communal, et les véritables lieux de décision de l'action publique, situés de plus en plus au niveau intercommunautaire, commence à interpeller les citoyens qui s'aperçoivent de plus en plus que le conseil municipal n'a pas toujours son mot à dire sur les services proposés par l'intercommunalité.

Pour autant, en 2014, la modification des règles électorales (fléchage des conseillers intercommunaux) n'a pas permis aux intercommunalités de ravir le leadership aux communes dans les débats politiques locaux. Seuls des enjeux de proximité et non des projets de territoire autour des bassins de vie ont été discutés au cours de la campagne 2014. Il en sera de même en 2020, en dehors des métropoles ou des communautés urbaines où ces questions pèseront. C'est avant tout sur les projets communaux et les personnalités des candidats que se fera l'élection en 2020. La mise en place forcée des intercommunalités la perte de compétences pour les villages et villes au profit d'une intercommunalité peu démocratique rend difficile le mandat pour de nombreux élus, les maires, mais surtout les conseillers municipaux. De nombreux élus sont découragés, nos militants hésitent, et dans de trop nombreux endroits nous ne trouvons pas de candidats. Il faut durant le mois de décembre mener de front la question de l'inscription sur les listes électorales d'ici fin décembre mais possible jusqu'au 7 février et aussi la question de l'engagement de nos camarades, de leurs familles et amis, de leur proches, de militants syndicalistes ou associatifs qui travaillent avec nous. Portons l'enjeu politique de mars 2020, la survie de la démocratie communale structurante de notre république, la rupture dans le plus grand nombre de villes et villages de la casse du maillage territorial de notre pays.

À l'issue de notre conseil national, après le congrès des maires de la semaine passée, je pense que nous pourrions avoir une adresse aux maires ruraux sur la base de notre relevé de décisions et, dans le même temps, interpellier nos adhérents et amis pour solliciter leur plein engagement dans ces élections.

La mobilisation des communistes doit se faire plus forte. Rappeler notre engagement pour le statut de l' élu, tenir compte de l'attachement de nos concitoyens à la ruralité et aux villes moyennes confirmé par le sondage Cevipof de l'AMF rendu public lors du congrès des maires. De même, dans les zones semi rurales ou dans les villes, l'exigence de lutter contre les déserts médicaux et la disparition des services.

Notre échange politique ne se fait pas dans le même contexte que juin. Nous sommes dans un moment où monte la question sociale sur les questions de précarité étudiante, dans le cadre de la mobilisation pour l'hôpital ou du mouvement pour le droit à la retraite le 5 décembre, et bien d'autres luttes avec le combat féministe et les enjeux environnementaux. Dans les suites du mouvement dit des gilets jaunes, la question globale du pouvoir d'achat, de l'équilibre des territoires est partout présente. Nous nous engageons dans ces municipales pour améliorer la vie des gens à l'échelle des enjeux municipaux, mais en dénonçant la casse par le capitalisme des territoires et les attaques contre les services publics.

Nous avons la question de l'asphyxie budgétaire des communes. Nous le constatons avec nos élus et l'ANECR. Nous y reviendrons dans le prochain numéro d'*Économie et Politique* consacré aux municipales. E. Macron, à l'ouverture du congrès des maires de France, déclare à ces derniers « *avoir besoin d'eux pour recoudre cette France déchirée* », et c'est au même moment que tombent les chiffres présentant les premiers bilans de la situation financière des collectivités locales, communes et intercommunalités. Il en ressort un formidable abaissement des dépenses de fonctionnement passant d'une évolution de + 11,1% entre 2008 et 2012 à + 3,6 % entre 2014 et 2018. Principale charge du bloc communal, les frais de personnel ont particulièrement pâti de cette régression, avec pour conséquence directe la mise en cause de nombreux services à la population, soit par l'augmentation des tarifs, soit par des restructurations les éloignant des citoyens, soit par leur privatisation ou tout simplement par leur disparition.

Le mandat actuel aura d'autre part été marqué par une « *baisse inédite* » des investissements communaux et intercommunaux. Ainsi, d'un mandat sur l'autre, les dépenses d'équipement ont reculé de 15,9 Mds d'euros. Du jamais vu depuis la période 1995-1997, souligne une récente étude commandée par l'Association des Maires de France (AMF).

C'est dans une volonté profonde de restructuration de notre organisation administrative territoriale pour mettre toujours plus les territoires au service des multinationales et des intérêts capitalistes, en conformité avec les projets fédéralistes européens, que le Président a supprimé la taxe d'habitation. Il y a un danger déflationniste et un signal très clair pour offrir aux privés les services publics locaux.

Il est au contraire urgent de doper la dépense publique, d'aider les communes sur les grands projets, de mettre fin à la contractualisation et de revaloriser l'indice des salaires des territoriaux, pour relancer sur des bases saines une nouvelle croissance tournée vers le développement humain et celui de la planète.

Dans la crise politique et sociale actuelle, nous devons considérer ces élections de 2020 comme un temps fort de notre engagement pour accroître l'expression et la qualité des réponses que le Parti communiste français s'efforce, aux côtés d'autres, d'apporter en permanence sur les questions de société, au plus près de la vie des gens et de leurs préoccupations, de leur colère et de leurs attentes. L'enquête de l'AMF révèle le refus majoritaire des grandes communes et des transferts de compétences

Les militants communistes, au-delà de nos maires et de nos élus, doivent faire de cette élection un enjeu majeur sur les questions démocratiques, économiques et de défense des services publics. Comme l'a décidé le Conseil national du Parti ou nos camarades de l'Association nationale des élus communistes et républicains, ces élections sont l'occasion d'une repolitisation de nos concitoyens dans le cadre de projets d'intérêt général et d'un travail particulier articulant démarche citoyenne et rassemblement des partis de gauche, alliant la démocratie participative et la démocratie représentative .

Ces élections vont permettre d'avancer sur des questions essentielles pour les habitants : démocratie, logement, éducation, mobilité, petite enfance, services publics. Le cahier des ateliers de l'ANECR regroupe des propositions portées par les élus communistes et d'autres. La question des services publics, des biens communs comme l'eau sont des enjeux politiques concrets. Nous proposons que cet après midi, à partir de nos expériences et de l'apport de l'ensemble des secteurs du travail du Parti, nous travaillons à un livret numérique regroupant les propositions des communistes. Un modèle de tract et d'affiche pourrait aussi donner une dimension nationale à l'engagement de notre parti durant ces élections, avec une série de propositions collant à la diversité des territoires.

De manière très ouverte, ***ces élections municipales sont un moment clé pour s'attaquer à deux enjeux fondamentaux :***

L'avenir de la République : l'affirmation de la démocratie communale, la libre administration des communes, la clause de compétence générale, l'articulation de coopération entre la commune et l'intercommunalité et le refus des intercommunalités forcées. Des communes au service d'une République de la solidarité et de l'égalité ; ou ce sera à l'inverse, on ira vers des communes fantômes au profit d'intercommunalités dont les pôles métropolitains phagocyteront tout au service des puissants, de la compétitivité et des inégalités.

Affirmer le combat du PCF : battre la stratégie de Macron, des droites et du Rassemblement national (RN) lors ses municipales dans le plus grand nombre de territoires. C'est un enjeu considérable au vu de la séquence qui s'annonce avec les sénatoriales en septembre 2020, les départementales puis les régionales en 2021 et les présidentielles de 2022. Dans ces victoires de la gauche, l'enjeu de victoires des communistes avec le maintien de nos positions électorales, voire des conquêtes est déterminant pour la suite. Il faut mesurer la montée du RN et sa banalisation, la manière dont l'exécutif le positionne comme futur adversaire dans la présidentielle, jouant avec le feu, car la possibilité de victoire de Marine Le Pen devient réelle. Partout créons les conditions pour empêcher des victoires de l'extrême droite. Mais en construisant des listes d'une gauche rassemblée qui prendra ses responsabilités au deuxième tour, mais sans s'intégrer, si nous en étions d'accord, dans des fronts républicains, avec les droites. Empêcher l'extrême droite de gagner et battre électoralement la droite, dont la République en Marche, dans un moment de mobilisations sociales serait pour nous une donnée importante pour la deuxième partie du quinquennat d'Emmanuel Macron.

Dans nos listes et nos projets nous voulons mettre en avant

- Un objectif d'égalité sociale et territoriale, contre-pied de la compétitivité, au plus près des exigences populaires et pour peser sur les politiques nationales, contre l'austérité. Avec les questions des gratuités dans les politiques municipales, notamment sur les transports, partout où c'est possible tendre à des gratuités transports, cantines, loisirs...
- Un objectif de rassemblement de toutes celles et tous ceux qui veulent donner de la force aux valeurs de gauche et faire de ces élections une étape importante dans la construction d'une véritable dynamique porteuse d'un nouveau projet de gauche pour la France.

Dans cette optique, il est cohérent d'affirmer notre stratégie de large rassemblement à gauche autour de politiques municipales offensives pour les égalités et les solidarités.

Sur trois objectifs affirmés dans nos résolutions et que nous reprendrons en atelier cet après-midi pour arriver à un relevé de décisions :

- **L'enjeu social et écologique au cœur de la ville et des villages de demain**
- **La démocratie communale**
- **La justice fiscale.**

Au-delà du secteur Élections du Conseil national et de l'exécutif pour la mise en œuvre de ces objectifs, nous avons associé dans nos territoires les élus, les maires, les secrétaires de section et secrétaires départementaux. Nous avons tenu plusieurs CN sur cette question et nous referons un dernier point en février. Nous avons rencontré avec nos suivis régionaux l'ensemble des départements, de manière plus particulière une trentaine de départements et échangé plus précisément sur les 10 à 15 départements ayant le plus d'élus. Deux réunions du secteur Élections élargi ont eu lieu et nous en proposons une prochaine en décembre. Nous avons mis en place une bibliothèque numérique et avec le secteur Organisation du Parti un envoi régulier de fiches référentes sur les questions administratives ou politiques. La question des municipales est traitée dans *CommunisteS* à chaque envoi. Durant ces quatre mois, à partir du vote de notre résolution, nous avons beaucoup travaillé.

Nous allons continuer à mettre en place le maximum d'accords favorables à nos maires et élus et à l'ensemble de la gauche. Nous allons aussi travailler sur notre présence dans les villes de moins de 3 500 habitants.

Nous avons, à l'échelle des villes de plus de 100 000 habitants, fait un point régulier sur 80 % des villes avec des choses non problématique dans certaines.

Nous avons dans plusieurs villes à direction communiste ou apparenté veillé au rassemblement des communistes, au lien entre le maire sortant et les communistes sur les choix à faire et à l'absence de division dans le Parti et entre élus, avec des réussites nombreuses mais avec toujours en l'état 5 à 6 situations difficiles.

Nous avons rencontré, lors d'une dizaine de réunions, le PS, Génération.s, GRS, Ensemble et EELV et nous poursuivrons à partir de nos objectifs de rassemblement. Dans les départements nous sommes en contact localement avec toutes les forces de gauche dans 90 % du territoire, y compris avec FI qui n'a pas répondu aux demandes de rencontres nationales. Nous avons, dans près de 80 % de nos villes de plus de 10 000 habitants, travaillé avec nos maires, nos sections et les secrétaires départementaux à construire le rassemblement le plus adéquat et nous poursuivons. Nous avons une douzaine de villes jugées en difficulté sur les 61, avec des divisions internes ou des rassemblements très difficiles ou des attaques de nos partenaires. Avec les fédérations nous avançons sur ces villes comme sur les villes de conquêtes possibles pour nous donner le plus de poids possible en mars.

À ce jour, sur les villes moyennes et sans garantie du maintien de toutes nos mairies, plusieurs départements pensent pouvoir maintenir un grand nombre de mairies et progresser en nombre d'élus du fait de divisions à droite ou de rassemblements nouveaux à gauche par rapport à 2014. Prenons avec des pincettes ce sentiment réel de nos camarades, nous sommes loin de l'élection, c'est encourageant mais ayons conscience d'un rapport gauche droite global défavorable dans le pays et de la montée possible de l'extrême droite. Dans le même temps, le paysage politique à droite comme à gauche n'est pas stabilisé. Nous sommes dans un temps où se prennent des décisions stratégiques d'alliances ou de choix de tête de liste, mais des alliances se dénouent, d'autres se nouent, et les choses jusqu'à fin décembre, voire au-delà vont bouger et je ne reviens pas sur la question du poids des questions sociales et de rejet de Macron qui pèseront lors de l'élection mais dont nous ne savons pas la portée à ce jour. La question du dégagisme ou d'une demande de stabilité jouera aussi pour les maires sortants. Le maire est jugé positivement par 60% globalement de nos concitoyens, mais seulement par 39% des habitants des villes de plus de 200 000 habitants où un ras-le-bol s'exprime plus fortement et où les étiquettes politiques ont une influence plus forte.

Nous n'avons pas réussi nationalement à convaincre à gauche de la nécessité du rassemblement pour battre la droite et l'extrême droite avec un PS en difficulté militante et soumis aux pressions de LREM ; EELV qui veut quasiment partout présenter une liste écologique ou conduire des listes de rassemblements mais sans discussion humble avec les partenaires ; une FI en faiblesse stratégique et militante ; Génération.s cherchant à placer à la carte de possibles élus sans stratégie globale. Un paysage morcelé, le bordel dirait certains, qui rend compliquées les discussions départementales et nationales. Nous devons tenir le cap de la responsabilité à gauche pour battre Macron, la droite et le RN, en le faisant voir et savoir. Il faut une parole nationale forte du Parti sur les mouvements sociaux, un engagement très visible, ce qui nous aidera pour les municipales, mais aussi pouvoir dire ce

que nous proposons sur démocratie communale, projet municipal communiste, fiscalité locale. La question des moyens pour les villes doit être le sujet des interventions fortes de nos parlementaires avec une bataille sur le respect des élus et des territoires.

Le rassemblement reste difficile dans nos grandes villes de 100 000 habitants que sont Saint-Denis et Montreuil, comme à Aubervilliers ou Villejuif, deux villes de 80 000 habitants que nous rajoutons dans les discussions nationales. À ce jour, FI nous contestent dans les 4 villes, Génération.s à Saint-Denis et Aubervilliers, avec un soutien à Villejuif et des discussions qui s'ouvrent à Montreuil. Le PS a gelé ses investitures sur Saint-Denis et Montreuil en lien avec une discussion sur l'ensemble des villes de 100 000 habitants et notre soutien dans certaines, et pour le moment le PS n'est pas dans l'union sur Aubervilliers et Villejuif. EELV devrait faire une liste à Montreuil et à Villejuif, nous soutient sur Aubervilliers et discute plutôt positivement à Saint-Denis. Nous avançons dans les discussions nationales sur beaucoup de nos villes, mais la solidarité à l'œuvre dans les grandes villes doit se poursuivre dans un moment où les tensions vont apparaître avec des moments de poker menteur. J'insiste pour que nous soyons solidaires entre nous dans ces grandes villes. Au-delà du soutien à des têtes de liste communiste sur Saint-Denis, Montreuil, Aubervilliers et Villejuif, nous souhaitons aussi les têtes de liste au Havre, à Nîmes, Limoges et Angers où se sera plus difficile.

Nous savons que notre objectif c'est la présence de communistes dans le plus grand nombre de majorités et d'avoir le plus de maires possibles, notamment dans les territoires ruraux. Mais l'enjeu médiatique et politique est important dans toutes nos grandes villes et dans l'ensemble des villes de plus de 100 000 habitants. Le bilan positif ou négatif des élections se fera au bout sur les grandes villes perdues ou gagnées. Si nous gagnons 200 villages de 500 habitants et si nous perdons St-Denis, le ressenti serait bien sûr un recul du PCF.

Dans ces villes, et à Paris, Lille comme Lyon, Toulouse, Montpellier, Le Havre ou Marseille, l'unité à gauche est importante pour empêcher les victoires de LREM ou de LR. Le positionnement d'EELV et de la FI a rendu impossible cette démarche que nous avons portée partout. Trop souvent cela se concrétise par des listes d'autres formations de gauche contre les maires communistes et l'impossibilité de construire des listes uniques à gauche. Nous avançons dans les grandes villes, normalement à ce jour dans plus de 60 % des cas avec le PS et d'autres, pour 10 % avec EELV et d'autres, et les situations se discutent encore dans d'autres villes. Nous donnons à voir dans nos accords notre message sur rassemblement et gauche, même si nos rassemblements sont imparfaits.

Au-delà des projets locaux et des rapports de forces politiques spécifiques selon les villes, nous avons un contexte national qui se confirme. Le gouvernement veut dépolitiser les élections à venir allant jusqu'à ne plus étiqueter les listes dans les villes de moins de 9 000 habitants, cherchant à repousser après les échéances électorales la confrontation avec les Français sur différents sujets. La REM fait son marché chez les maires de droite à 80 % mais aussi chez des maires dits de gauche.

Ces élections sont territoriales par nature, mais elles n'en seront pas moins déterminantes pour l'avenir de la démocratie dans notre pays. Dans cette période de confusion, où les mots même de politique et de gauche sont dévalués, les communistes, en menant campagne sur le rassemblement des citoyens et des partis politiques de gauche, contribuent à une structuration politique contre les droites. Il me semble que dans beaucoup d'endroits nous avons fait avancer le débat depuis cet été sur cette question du rapport gauche-droite qui serait obsolète ou dépassé et pas structurant, pour mieux dissimuler le besoin d'un projet

alternatif de gauche au niveau national. À l'échelle des municipales nous contribuons à cette question.

Nous nous rendons compte aussi que notre campagne européenne nous aide sur la mobilisation militante ou dans le débat à gauche et ne constitue pas l'obstacle que certains redoutaient dans nos rangs en juin. Mais au moment où l'on se parle, chacun sent bien que ces élections locales peuvent prendre une dimension nationale forte. La droite LR joue, en lien avec sa majorité sénatoriale, son avenir politique souligné par l'entrée en lice sur la question présidentielle de François Baroin et sur sa capacité à conserver les principales métropoles et grandes villes. Nous avons donc à agir pour qu'au bout ces élections ne soient pas bonnes, ni pour l'exécutif, ni pour l'extrême droite ou les autres forces de droite. C'est ainsi que partout, dans tout le pays, nous avons abordé la question du rassemblement à gauche, au-delà du maintien des villes à direction communiste. Partout nous cherchons à préserver les majorités de gauche et à battre la droite sur la base de projets portant les enjeux sociaux et écologiques et avec une stratégie claire vis-à-vis de toutes les forces de droite, y compris représentées par les transfuges de gauche à la République en Marche, ou ceux qui n'ayant pas fait le pas avant s'apprêtent à le faire lors des municipales. Nous avons eu cette clarté et nous parlons à toutes les forces de gauche avec une démarche à partir de notre résolution qui n'oppose pas rassemblement citoyen et rassemblement des partis politiques, et qui refuse de manière très majoritaire le tout sauf le PS ou la stigmatisation d'autres forces politiques de gauche. Nous sommes dans beaucoup d'endroits ceux qui permettent le lien. Dans des situations que nous laissons ouvertes au rassemblement jusqu'au bout.

EELV a décidé de faire de ces municipales un enjeu politique pour affirmer un leadership supposé après le résultat des européennes et s'inscrit aussi dans une perspective présidentielle. Il revendique la tête de liste partout sans contrepartie, généralement tendant la main mais dans un discours ambigu sur l'écologie politique vis-à-vis du rapport gauche-droite et ne cherchant pas vraiment le rassemblement mais systématiquement la première place, quitte à empêcher ou à faire éclater les rassemblements.

Le PS cherche à se réorganiser et à échapper aux tentatives de prises de guerre de LREM et à son affaiblissement important, mais s'appuie sur son maillage territorial de loin le plus fort à gauche. C'est la force politique avec qui nous discutons le plus de par son implantation et le nombre de ses élus et du fait que dans des centaines de villes nous dirigeons ensemble. La FI est en grande difficulté avec une faiblesse politique qui ne la met pas du tout en avant dans la quasi-totalité des villes, mais elle cherche à accentuer un pouvoir de nuisance plus qu'une capacité à rassembler et cherche à s'adapter selon les endroits. Ils se situent dans une démarche de listes citoyennes, mais où se retrouvent toutes les configurations. Dans cette dernière période ils cherchent à placer des élus avec nous ou EELV, voire le PS, étant en difficulté sur la capacité à conduire ou faire des listes.

Génération.s, le NPA, GRS, Ensemble et LO représentent une dimension très faible nationalement et sont des interlocuteurs sur quelques villes.

La question des gratuités, de l'aide aux plus fragiles, la prise en compte de la question de la sécurité, du maintien des services publics, des emplois, de la jeunesse, des femmes et des familles monoparentales, des seniors et du vieillissement des enjeux du numérique comme de la mobilité ou du logement, de la culture et du sport, et bien sûr de l'enjeu démocratique marquent nos propositions.

Nous aurons aussi un sujet majeur et commun à ces municipales : **l'égalité territoriale**.

Il y a dans les communes de France une vitalité, une solidarité, une richesse sociale et humaine exceptionnelle dont témoigne un tissu associatif résilient malgré les coups terribles qui lui sont portés.

Nous ne gagnerons pas en étant les meilleurs gestionnaires du monde, nous ne gagnerons pas en faisant de la proximité sans contenu politique, de démocratie participative sans enjeu ; nous gagnerons en donnant tout son sens à notre action municipale et à notre démarche politique, en montrant qu'elle participe d'un récit collectif.

Il faut reconstruire un récit collectif. Et dans ce récit les questions d'égalité, de liberté et de fraternité pour rompre l'isolement et les replis sur soi, les communautaristes ou le clientélisme sont essentielles.

Nous avons bien travaillé à préparer le Parti à cette échéance. Beaucoup reste à faire et notamment dans le plus grand nombre de petites villes et de villages. Nous avons dans la période et d'ici janvier à donner à voir la dimension nationale pour le PCF de ces municipales .C'est ce qui est attendu de nos travaux et qui contribuera avec notre action locale à atteindre nos objectifs politiques, pas seulement arithmétiques, pour ces élections.